

POLITIQUES CLIMATIQUES

Blanc-seing pour l'essence



Suite au refus du Plan des quotas par l'UE, faudra-t-il fermer des sites industriels? Ouvrira-t-on à la place de nouvelles stations d'essence? (photo: RK)

La Commission européenne met son veto aux copieuses allocations en CO₂ destinées à l'industrie luxembourgeoise. Sur le front du tourisme pétrolier par contre, le gouvernement peut crier victoire ... à la Pyrrhus.

"Le Luxembourg a tenté un coup de poker, mais n'a rien dans la main." Claude Turmes, député européen vert et expert en énergie, n'est pas surpris que la Commission européenne ait rejeté le plan national d'allocation des quotas de CO₂ (Pnaq) luxembourgeois. La conférence de presse de "Déi Gréng" a eu lieu lundi dernier, quatre jours après la communication du refus par Bruxelles. Plus précisément: la Commission accepte le Pnaq, au petit détail près qu'elle exige du Luxembourg de réduire les quotas alloués à l'industrie d'un tiers. Exigence qualifiée par le ministre Lucien Lux d'inacceptable et de dangereuse pour la compétitivité luxembourgeoise.

"Le gouvernement l'a bien cherché, en transmettant à Bruxelles tels quels des chiffres fournis par la Fédération des industriels. Il a gonflé de manière exagérée les émissions de toutes les installations concernées", analyse Claude Turmes. Le Pnaq soumis à la Commission se compose d'une partie expliquant comment le pays va se conformer à ses objectifs de Kyoto et d'une partie consacrée aux industries à haute intensité énergétique. Pour ce dernier secteur, un système européen de droits d'émission de CO₂ a été mis en place, et chaque pays doit justifier ses demandes de quotas. Le ministre de l'environnement Lucien Lux, responsable des politiques climatiques, a critiqué que la Commission ne se base que sur la seule année de référence 2005. Certaines installations luxembourgeoises n'ont pas tourné à plein régime cette

année-là, et il a proposé de prendre la moyenne sur plusieurs années. Or, quand on regarde les chiffres soumis à la Commission, on constate qu'ils ont été obtenus à l'aide d'une formule maison et sont en augmentation par rapport à 2005 pour l'ensemble des installations. Il y a quelque effronterie à proposer un tel plan dans le cadre du système européen de quotas supposé réduire les émissions en CO₂.

Bidonnage

Le démenti officiel apporté par Lux aux critiques vertes ne convainc qu'à moitié. Certes, la moyenne sur plusieurs années a été calculée sur base de chiffres établis non pas par la Fédération des industriels mais par le Fraunhofer-Institut. Mais quand le ministre estime qu'un workshop incluant des représentants de la société civile "a permis de mettre en évidence le potentiel de réduction limité des installations industrielles existantes", il confirme que ces workshops étaient surtout destinés à servir d'alibi pour sa politique de laisser-faire. Selon Paul Ruppert du Klimabündnis, interrogé par le woxx, la faiblesse des potentiels de réduction paraissait "plausible", mais: "Nous n'avions pas du tout les moyens de vérifier ces assertions en détail, pour chaque entreprise."

Mais Lux n'est pas seul à faire feu de tout bois. Les Verts avaient épinglé "l'autorisation extraordinaire" pour l'industrie luxembourgeoise de se procurer 10 % de droits d'émission supplémentaires hors de l'UE. Or le ministre fait à juste titre remarquer que ces 10 % constituent le minimum accordé à l'ensemble des pays par la Commission. Par ailleurs, Lux a raison de rappeler que lors de la présentation du Pnaq, les Verts avaient surtout critiqué le laxisme en matière de "tourisme pétrolier" et le recours massif aux droits d'émission. "Toute cette stratégie a été acceptée et validée par la Commission", a déclaré fièrement le ministre.

Validée, ce serait trop dire. Mais on peut sans doute considérer que la Commission l'a acceptée, en relevant comme seul point de désaccord les quotas industriels. Cela est d'autant plus notable que le document sur l'évaluation des Pnaq prévoit d'examiner la crédibilité des prévisions en matière d'émission du secteur des transports et de limiter le recours aux mécanismes flexibles. Sur ces deux points, le Pnaq luxembourgeois ne tient pas la route. Mais la Commission a renoncé, apparemment pour des raisons juridiques, à vouloir restreindre les émissions de CO₂ en dehors du secteur de l'industrie.

Plutôt que de dénoncer cette défection bruxelloise, les Verts s'en sont pris au gouvernement luxembourgeois. Ainsi ils ont cri-

tiqué le recours aux mécanismes flexibles. L'argent investi dans l'achat de quotas et les projets de réduction d'émissions à l'étranger serait perdu pour l'économie grand-ducale. A moyen terme, ces échappatoires pourraient renchérir ou être restreintes par les règles post-Kyoto. Le député vert Camille Gira s'est dit déçu par la jubilation du gouvernement autour de l'acceptation du tourisme pétrolier: "En mai, nous avons salué les initiatives gouvernementales comme l'augmentation de la taxe automobile et le 'Kyoto-Cent'. Mais le soupçon se confirme: pour le gouvernement, protéger le climat n'implique pas un changement d'orientation politique mais se résume à une opération comptable." Un diagnostic que le woxx avait établi dès l'annonce des "mesurettes" en question.

Quant aux mécanismes flexibles, les Verts exigent que des critères soient établis afin d'évaluer l'impact écologique et social des projets financés par le Luxembourg. Une demande qui émane également du Klimabündnis. "Il ne faudrait pas que la politique climatique entre en conflit avec les objectifs de l'aide au développement", prévient Paul Ruppert. Il cite l'exemple d'un projet de barrage hydroélectrique au Brésil, qui permettrait d'économiser du CO₂, mais qui affecterait l'environnement et chasserait de leurs terres des populations indigènes. Mais ni les Verts, ni Ruppert ne mettent en question le principe du marché de quotas et des mécanismes flexibles.

Visionnaires

Tant de "réalisme" fera certainement plaisir aux représentants du DP qui, lundi dernier aussi, ont présenté leur point de vue sur le refus de la Commission. "Il y a quelques années, les mécanismes flexibles étaient considérés comme quelque chose de mal, comme une attitude de profiteur", a rappelé Emile Calmes. Le député se vante d'avoir fait sauter ce tabou lors de son rapport relatif au Protocole de Kyoto. En effet, il avait ainsi ouvert la voie à son ministre Charles Goerens. Celui-ci cultivait à l'époque, en accord avec l'ensemble du gouvernement, un immobilisme en matière de politique climatique qui devait conduire le Luxembourg à rater son objectif de Kyoto. "Le tourisme pétrolier n'est plus perçu non plus comme un problème, mais comme une source de financement pour les mécanismes flexibles", a poursuivi Calmes. "Là-dessus, tout le monde est d'accord, les rouges et les noirs, comme les Verts." Ainsi, même si le DP regrette "terriblement" la décision de la Commission, il profite de l'occasion pour rappeler qu'il a eu raison avant tout le monde. La politique climatique européenne fait encore des heureux.

Raymond Klein

Reach - Ende erreicht

Ist eine zu lasche europäische Gesetzgebung für Chemieprodukte besser als gar keine? Bei den zähnen, jahrelangen Verhandlungen zur Reach-Verordnung sei das Parlament dem Lobbyismus der Chemie-Industrie zum Opfer gefallen, bedauern verschiedene Umweltschutzorganisationen. Fakt ist, dass nun ein Kompromiss gefunden wurde, bei dem der Industrie ein großer Spielraum eingeräumt wird, wenn es um die Vorschrift geht, eventuell gefährliche Substanzen durch weniger bedenkliche zu ersetzen. Gibt es keine Alternativen, dürfen die gefährlichen Chemikalien weiter produziert werden, wenn sie "angemessen kontrolliert werden". Zugeständnisse gab es auch bei der Frist für die Veröffentlichung der Zusammensetzung neuer Chemikalien: Sie wurde von ursprünglich drei auf sechs Jahre verlängert. Parlament, Ministerrat und EU-Kommission konnten sich vergangenen Freitag zwar prinzipiell einigen. Ob der Text nächste Woche in Straßburg ohne Widerspruch angenommen wird, ist dennoch ungewiss. Christdemokraten, Sozialisten und ein Teil der Liberalen stehen dahinter, Grüne sind dagegen. Stimmt eine Mehrheit dafür, könnte der Umweltministerrat die Verordnung am 18. Dezember verabschieden.

5611: Biltgen persiste et signe

Pour ce samedi 15 heures, le Nationale Streikkomitee appelle à une manifestation qui défilera de la place Clairefontaine au ministère du travail, afin d'y procéder à une mise à la poubelle symbolique du projet de loi 5611. Pendant ce temps, le relâchement du soutien apporté par l'OGBL se confirme: dans son avis sur le 5611, la Chambre des employés privés, présidée par Jean-Claude Reding, ne reprend aucune des trois revendications du Streikkomitee. Pour sa part, le ministre du travail François Biltgen continue à se prêter au dialogue. D'un côté il participe à des table-rondes dans les écoles, de l'autre il a répondu de manière détaillée à la brochure du Streikkomitee. Biltgen assure que le temps passé dans une mesure sera bien comptabilisé pour le droit à l'allocation de chômage et que la proratisation de la durée de ce droit ne s'applique pas aux jeunes à la sortie de leur scolarité - une des revendications du Streikkomitee. Face à la critique que les jeunes seraient sous-payés, Biltgen insiste en long et en large sur le principe qu'il vaut mieux financer l'insertion que les allocations de chômage. Quant au reproche de faire des économies sur le dos des jeunes chômeurs, on cherche en vain une réponse convaincante de la part du ministre.

Kultur geht durch den Magen

Große Kulturveranstaltungen sind erst einmal Verpackung. Nachdem wir uns in den Kinos ansehen mussten wie uns das Kulturjahr zu trendy blauen Hirschköpfen mutieren lassen wird und als erstes sichtbares Symptom der anstehenden Feierlichkeiten ein blauer Shop im Bahnhof seine Türen geöffnet hat, war es diesen Montag an der Präsentation des Programms. Repräsentativ wurden dazu die Kulissen des großen Theaters gewählt, um das "blaue Telefonbuch" unter die Leute zu bringen. Repräsentativ war auch, dass die Sponsoren vor den Koordinatoren zu Wort kamen, um ihre corporate identity irgendwie mit einem Kulturbegriff zu vermischen. Einziger Lichtpunkt des Ganzen: Das Buffet danach, wo mit in konischen Behältern servierter Suppe - konsummé genannt - darauf hingewiesen wurde, dass diese Veranstaltung anscheinend etwas Besonderes sei. Egal, sie eigneten sich vorzüglich als Gesprächseinstieg, um gegen die vorangegangenen Belanglosigkeiten zu wettern.